

En route pour les 100 \$ le baril : ces risques économiques et géopolitiques qui nous menacent



Les cours du Brent ont franchi la barre des 80\$ ce lundi 24 septembre alors que les groupes de négoce Trafigura et Mercuria ont pu faire état d'une prévision d'un baril à 100\$ pour le début de l'année 2019.

Avec Stephan
Silvestre

Atlantico : Quelles sont les causes de l'emballement des prix du pétrole ?

Stephan Silvestre : Le facteur déclenchant a été la fin de non-recevoir de l'Arabie Saoudite à la demande de Trump de rehausser la production de l'OPEP. La perspective d'une insuffisance de l'offre, dans un contexte où l'Iran, le Venezuela et la Libye se trouvent en situation de baisse de production inquiète les marchés financiers. Actuellement, la demande est en très légère hausse, autour de 99 millions de barils par jour (Mbpj). Ce chiffre est conforme aux prévisions, mais c'est l'offre qui peine à atteindre ce niveau. Aux USA, où la production ne parvient pas à dépasser les 11 Mbpj, les stocks sont bas. C'est pourquoi Trump a demandé à l'Arabie Saoudite d'augmenter la production de l'OPEP, en invoquant, comme dans ses discussions avec l'Allemagne, l'accord de protection qui les lie. Mais pour le moment, l'Arabie Saoudite souhaite s'en tenir à l'accord qu'elle a conclu avec la Russie pour limiter sa production. Elle estime qu'il n'y a pas encore de pénurie et préfère attendre la fin de l'année (la prochaine réunion de l'OPEP à Vienne est prévue pour le 3 décembre).

Quels sont encore les pays disposant de marges de manœuvre pour détendre cette situation de goulet d'étranglement entre offre et demande ? L'accord de restriction de la production entre les pays de l'OPEP et la Russie peut-il perdurer dans un tel contexte ?

La hausse des prix, bien que préoccupante pour un Trump en pleine campagne électorale, est bienvenue pour la plupart des membres de l'OPEP. C'est pourquoi Riyad prend son temps avant de repartir au feu pour convaincre ses partenaires d'une nouvelle hausse des quotas de production. D'autant plus que très peu d'entre eux pourraient rouvrir les vannes. En dehors de l'Arabie Saoudite, qui dispose d'une marge de manœuvre d'1,5 Mbpj, seuls les Emirats Arabes Unis et le Koweït pourraient agir significativement sur la production (env. 1 Mbpj à eux deux). Tout ceci fera l'objet d'après négociations d'ici au meeting de l'OPEP. Mais il faudra compter avec la Russie et surtout l'Iran qui, en pleine guerre psychologique avec les USA, se satisfait d'un prix élevé du baril, seul moyen pour

Téhéran d'augmenter ses revenus pétroliers. Toutefois, devant la réussite du dernier accord de quotas, nul doute que l'alliance OPEP-Russie perdurera à Vienne.

Quelles sont les conséquences à craindre d'une telle situation pour les économies occidentales et notamment pour la France ?

Une hausse trop rapide du prix du pétrole se traduira inévitablement par une nouvelle baisse du PIB dans l'OCDE. Un baril de Brent au-dessus de 85\$ commencera à impacter négativement la croissance. Au-delà de 100\$, on peut craindre des effets récessifs. Cet effet pourrait être particulièrement marqué en France au début de l'année 2019 car il se conjuguerait non seulement avec la mise en place du prélèvement à la source, mais en plus avec la nouvelle hausse annoncée de la taxe sur les produits pétroliers, qui frappera aussi le fioul domestique en plein hiver. La crainte d'une chute de la consommation des ménages se transformerait alors en véritable cauchemar pour le gouvernement, qui peine à élaborer un budget 2019 sur la base d'une croissance de +1,7% ; si elle devait se limiter à +1,4%, voire moins, le déficit budgétaire replongerait alors en-dessous des 3% du PIB.